



# **BULLETIN**

# **DÉPARTEMENTAL**

# **OFFICIEL**

**DÉPARTEMENT DE PARIS**

***Débats du Conseil de Paris***

***Séance du lundi 21 avril 2008***

<http://www.paris.fr>

La séance est ouverte à seize heures cinq minutes, sous la présidence de M. Bertrand DELANOË, président, assisté de Mmes Marie-Laure HAREL, Emmanuelle BECKER, M. Gauthier CARON-THIBAUT et Mme Hélène BIDARD, secrétaires de séance.

#### Ouverture de la séance.

**M. LE PRÉSIDENT.** - Mes chers collègues, la séance est ouverte.

#### Adoption de comptes rendus.

**M. LE PRÉSIDENT.** - Les comptes rendus sommaires des séances du lundi 4 février 2008 et du vendredi 21 mars 2008 ont été affichés.

Les procès-verbaux intégraux des séances des lundi 17, mardi 18 et mercredi 19 décembre 2007, du lundi 4 février 2008 et du vendredi 21 mars 2008 ont été publiés au Bulletin départemental officiel.

Y a-t-il des observations sur ces documents ?

Il n'y en a pas.

Ils sont donc adoptés.

(M. Christian SAUTTER, vice-président, remplace M. le Président au fauteuil de la présidence).

#### Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Mes chers collègues, je vous propose de procéder à la désignation, au scrutin secret, des représentants de notre Assemblée au sein des organismes suivants :

#### Commission d'appel d'offres et bureau d'adjudication du Département de Paris (R. 1 G) :

##### Titulaires :

- M. Julien BARGETON ;
- M. Romain LÉVY ;
- M. Daniel ASSOULINE ;
- M. Jean-François LEGARET ;
- M. David ALPHAND.

##### Suppléants :

- Mme Claudine BOUYGUES ;
- Mme Sandrine CHARNOZ ;
- Mme Halima JEMNI ;
- M. Alain DESTREM ;
- M. Jean-Baptiste MENGUY.

**Commission habilitée à ouvrir les plis et à émettre un avis sur les offres relatives aux délégations de service public (Article 43 de la loi n°93-122 du 29 janvier 1993) (R. 2 G) :**

##### Titulaires :

- M. Julien BARGETON ;
- M. Romain LÉVY ;
- M. Daniel ASSOULINE ;
- M. Jean-François LEGARET ;
- M. David ALPHAND.

##### Suppléants :

- Mme Claudine BOUYGUES ;
- Mme Sandrine CHARNOZ ;
- Mme Halima JEMNI ;
- M. Alain DESTREM ;
- M. Jean-Baptiste MENGUY.

#### Commission du règlement du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général (R. 3 G) :

- M. François DAGNAUD ;
- M. Jean-Pierre CAFFET ;
- Mme Anne HIDALGO ;
- M. Jacques BRAVO ;
- M. David ASSOULINE ;
- Mme Marie-Pierre de LA GONTRIE ;
- Mme Véronique DUBARRY ;
- M. Ian BROSSAT ;
- Mme Marinette BACHE ;
- M. Jean-François LAMOUR ;
- M. Jean-François LEGARET ;
- Mme Laurence DOUVIN ;
- M. Daniel Georges COURTOIS ;
- M. Jean-Jacques GIANNESINI ;
- Mme Geneviève BERTRAND.

#### Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (R. 7 G) :

##### Titulaires :

- Mme Colombe BROSSEL ;
- Mme Karen TAÏEB ;
- Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE.

##### Suppléants :

- M. Hermano SANCHES RUIVO ;
- M. Christophe GIRARD ;

- Mme Claude-Annick TISSOT.

Y a-t-il d'autres candidatures ?

Il n'y en a pas.

Les scrutins sont ouverts.

*(Les votes sont recueillis).*

**2008, DASCO 23 G - Subventions à divers établissements scolaires départementaux. - Montant total : 14.646 euros.**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Nous examinons maintenant le projet de délibération DASCO 23 G relatif à l'attribution de subventions d'un montant de 14.646 euros à divers établissements scolaires départementaux.

Il y a une demande d'intervention de M. Jean-Baptiste MENGUY. Vous avez la parole, Monsieur MENGUY.

**M. Jean-Baptiste MENGUY**. - Merci, Monsieur le Président.

Monsieur le Président, mes chers collègues, nous sommes appelés à discuter du projet de délibération DASCO 23 G attribuant des subventions à divers établissements scolaires.

L'exposé des motifs montre clairement que le but de ces subventions est de réduire la participation familiale et nous ne pouvons que souscrire à cet objectif. Pour autant, l'article 12 de ce projet de délibération prévoit d'attribuer au collège Guillaume Apollinaire, situé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, une subvention de 852 euros sur les 4.000 euros sollicités.

Cette subvention concerne un séjour linguistique et culturel organisé en mars dernier au profit de 49 élèves de 4<sup>e</sup> et de 3<sup>e</sup> ayant choisi l'allemand comme option. Après avoir pris contact avec le principal du collège, celui-ci nous a bien confirmé que le but de cette subvention était de soulager le poids financier des familles les plus en difficulté. Son étonnement est d'ailleurs vif devant le faible montant prévu, compte tenu notamment de son expérience dans le 20<sup>e</sup> arrondissement.

C'est la raison pour laquelle les élus du groupe U.M.P. ont demandé par un amendement de bien vouloir réévaluer cette subvention au montant demandé.

Plusieurs remarques, Monsieur le Président, doivent à ce stade être apportées. La première est que l'ensemble des subventions prévues dans cette délibération représente les deux tiers des montants demandés. Le collège du 15<sup>e</sup> arrondissement ne toucherait quant à lui que 20 % de ce qu'il a demandé, soit à peine 8 % du montant total du voyage, ce qui est très peu, bien trop peu à notre goût.

Je rappelle également que la subvention intervient - et même si ce sont les règles budgétaires normales, ce que je conçois tout à fait - après le paiement du voyage par le collège, ce qui leur pose, et chacun le comprendra ici, des problèmes d'organisation budgétaire.

Evidemment, la semaine dernière, M. CHERKI nous a expliqué qu'il nous apporterait aujourd'hui des précisions quant aux critères objectifs de calcul de ces subventions. Ils sont certainement tout à fait pertinents mais je m'étonne que cette batterie de critères ne prenne pas en compte certaines réalités sociales et familiales. Même dans le 15<sup>e</sup> arrondissement, ces difficultés existent également.

Mais je ne doute pas que les élus du groupe socialiste, qui siègent au Conseil du 15<sup>e</sup> arrondissement, sauront facilement expliquer aux familles concernées que parce qu'elles habitent à l'ouest et non pas à l'est de Paris, que parce qu'elles habitent le 15<sup>e</sup> arrondissement ou parce qu'elles ne sont pas en Z.E.P., elles ont par définition moins besoin de l'aide publique et qu'elles sont moins dans le besoin. C'est un raccourci que nous, en tout cas, refusons. M. CHERKI parlait tout à l'heure de démoraliser les équipes pédagogiques, je pense que nous sommes en plein dedans !

Ma seconde remarque est consécutive à la première ; par cette discrimination manifeste, votre décision réduit les moyens alloués au collège Apollinaire. Vous remettez dès lors en question l'option Allemand choisie par certains collégiens car vous en fragilisez le contenu pédagogique. M. CHERKI nous a enfin expliqué la semaine dernière qu'il ne voulait pas faire de cas par cas.

Je note donc, mes chers collègues, que les reproches que vous faites au gouvernement actuel, notamment par les différents voeux déposés par la majorité, vous sont finalement parfaitement applicables : moins de moyens pour les professeurs dans leurs projets pédagogiques, moins de soutien aux options, ce qui les fragilise et des décisions globales sans prise en compte des réalités du terrain.

Les collégiens de Guillaume Apollinaire et leurs parents doivent-ils descendre manifester dans la rue pour trouver grâce à vos yeux ? C'est une question qui restera, je le crains, sans réponse.

Enfin, Monsieur le Président, mes chers collègues, ma troisième remarque est une remarque de forme mais qui me semble essentielle. Je reconnais bien volontiers à M. CHERKI de nous avoir assuré de sa disponibilité pour nous apporter les informations dont nous avons besoin sur les dossiers que nous traitons. Nous en prenons acte avec mes collègues du groupe U.M.P. C'est là le signe d'une volonté de bonne gouvernance, dans le souci du respect des élus et de tous les Parisiens que nous représentons ici.

J'ajoute seulement que j'espère que tous ces collègues feront de même pendant toute cette mandature. Nous avons déjà déploré lors du dernier Conseil du 15<sup>e</sup> arrondissement qu'il n'en soit pas toujours de même. Croyez que nous y serons très vigilants. En attendant, la proposition d'amendement sera votée par le groupe U.M.P. et apparentés.

Je vous remercie.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci, Monsieur MENGUY, d'avoir présenté l'amendement n° 1 G.

Je donne la parole à M. Pascal CHERKI, s'il le permet, pour donner le sentiment de l'Exécutif sur cette proposition d'amendement n° 1 G et répondre à la question posée.

**M. Pascal CHERKI**, au nom de la 7<sup>e</sup> Commission. - Assez brièvement, Monsieur le Président, tout d'abord pour dire à notre collègue, Monsieur MENGUY, nouveau conseiller de Paris, qu'il faut être tout de même assez précis sur ce que l'on raconte. Je rappelle que c'est l'Etat qui a la responsabilité de la rémunération, de la formation des enseignants.

Dire que la Ville de Paris va pénaliser l'apprentissage de l'allemand parce qu'elle refuserait de concourir au financement d'un voyage dans le cadre du temps scolaire - alors qu'aujourd'hui ce qui est en débat c'est la suppression pure et simple du nombre de postes d'enseignants et d'options dans les établissements scolaires parce qu'on baisse la dotation horaire globale - me paraît, je ne dirais même pas un raccourci mais quelque chose d'assez fallacieux. Je vous conseille de ne pas persévérer dans cette voie parce que c'est votre crédibilité qui serait atteinte ! Premièrement.

*(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").*

Deuxièmement, puisque nous en sommes aux pourcentages, j'aimerais savoir à hauteur de combien concourent, puisque vous placez cela sur le terrain de la pédagogie, l'Education nationale et le Rectorat pour le financement de ces voyages ? Vous verrez que nos 8 % dans cette perspective constituent déjà un effort assez substantiel.

Pour en revenir au fond, il s'agit d'une petite ligne budgétaire dont dispose la Direction des Affaires scolaires, puisque cela ne fait pas partie des prérogatives régaliennes de la collectivité parisienne, d'une ligne budgétaire de 60.000 euros pour 2008 pour subventionner deux types de projet.

Ce sont des projets qui visent à donner des subventions forfaitaires à caractère pédagogique aux collèges publics Parisiens. Ces projets sont établis à l'initiative des équipes enseignantes des établissements eux-mêmes qui sollicitent, auprès de la DASCO et de l'élue chargé de la vie scolaire, des demandes de subvention. Celles-ci sont validées par le chef d'établissement et approuvées par le conseil d'administration de l'E.P.L.E. principalement lorsqu'il s'agit de séjours et qu'il y a des participations familiales versées aux collèges.

Ces demandes de subvention sont formalisées sur une procédure et des modes de calcul rappelés chaque début d'année scolaire aux chefs d'établissement par une circulaire adressée par la directrice des affaires scolaires. Le mode de calcul est forfaitaire, Monsieur MENGUY, et distingue une participation pour les séjours avec nuitée et une participation pour les projets pédagogiques dont les modes de calcul sont différents.

Pour les séjours, la participation est calculée selon le nombre d'élèves, le nombre de jour et l'éloignement du séjour. A cela s'ajoutent des critères de majoration à caractère social, en fonction du nombre d'élèves boursiers, de la présence d'élèves handicapés et du pourcentage d'autofinancement du projet par l'établissement.

Pour les projets pédagogiques, la participation est établie sur la base de 305 euros par classe avec une majoration de 152 euros par classe supplémentaire, au-delà de deux classes participant au projet par établissement. En effet, et nous assumons, un plafond est fixé pour les établissements non Z.E.P. ou non situés en R.E.P. de 1.524 euros par établissement et de 762 euros par projet pédagogique.

Bien évidemment, je ne suis pas fermé à élargir ou augmenter la dotation que la Ville pourrait apporter au financement de ces voyages, mais à partir du moment où l'Etat, à travers l'Académie et le Rectorat, serait lui aussi disposé à mettre la main à la pâte ! Nous avons toujours dit à la Ville de Paris que nous étions prêts à amplifier nos efforts à partir du moment où nous avons le sentiment de ne pas être les seuls à nous préoccuper de l'avenir pédagogique et des loisirs à caractère pédagogique ou des sorties à caractère pédagogique dans l'intérêt des élèves.

Comme vous semblez avoir plus d'influence que moi sur les autorités académiques ou ministérielles, je vous invite, Monsieur MENGUY, pour le plus grand bien des élèves du collège Guillaume Apollinaire et des autres collèges parisiens à relayer mon message pour que l'Etat augmente sa participation et nous augmenterons la nôtre et nous serons ravis.

*(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").*

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci, Monsieur CHERKI. J'ai compris que vous étiez défavorable à l'amendement n° 1 G. Ai-je bien compris ?

**M. Pascal CHERKI**, rapporteur. - Oui, parce que cela se ferait au détriment d'autres projets pédagogiques.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Je mets aux voix, à main levée, la proposition d'amendement n° 1 G déposée par le groupe U.M.P., assortie d'un avis défavorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition d'amendement n° 1 G est repoussée.

Je mets aux voix, à main levée, le projet de délibération DASCO 23 G.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

Le projet de délibération est adopté. (2008, DASCO 23 G).

**Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste relatif aux annonces de Dotation horaire globale dans les collèges parisiens.**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Nous passons à l'examen de la proposition de vœu référencée n° 2 G dans le fascicule, déposée par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste, relative aux annonces de dotation horaire globale dans les collèges et lycées parisiens.

Il y a deux intervenants, Mme Michèle BLUMENTHAL et M. le Président Ian BROSSAT. C'est M. Pascal CHERKI qui répondra.

Madame BLUMENTHAL, vous avez la parole.

**Mme Michèle BLUMENTHAL.** - L'été dernier, le Gouvernement a annoncé qu'un fonctionnaire sur deux ne serait pas remplacé. Dans l'Education nationale, cela représente 11.200 emplois. Ces annonces sont devenues concrètes avec l'annonce de la D.A.G, dotation horaire globale.

Pour Paris, 2.000 heures de dotation en moins, 206 emplois de l'Education nationale en moins, 107 postes supprimés et remplacés par des heures supplémentaires et les collèges les plus touchés sont ceux de l'Est parisien. La Grange-aux-Belles, 38 heures en moins ; Marie-Curie, 50 heures ; Paul-Valéry, 225 heures ; Voltaire, et je peux en citer toute une série d'autres.

Cette diminution de la D.A.G. entraîne une fermeture de classe et une suppression d'options.

Depuis plusieurs semaines, les parents, les enseignants, les élèves se mobilisent pour obtenir des inflexions de la politique du Rectorat, de la part du Rectorat.

Aussi, nous proposons que le Conseil de Paris émette le vœu que M. le Président, Maire de Paris, demande au Rectorat et au Ministère de l'Education nationale que les postes supprimés soient rétablis.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci, Madame BLUMENTHAL.

Je donne la parole à M. BROSSAT.

**M. Ian BROSSAT.** - Je confirme ce que vient de dire ma collègue. Au fond, à travers ce vœu, nous posons une question simple : l'ensemble des enfants de notre ville, quel que soit le milieu d'où ils proviennent, ont-ils droit à une éducation de qualité ?

C'est le sens de cette interpellation et c'est la raison pour laquelle nous avons déposé cette proposition de vœu en commun.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci pour votre concision, Monsieur BROSSAT, et votre vigueur.

Je donne la parole à M. CHERKI.

**M. Pascal CHERKI.** - Ce vœu matérialise le débat que nous avons eu lors des questions d'actualité et je me réjouis qu'il ait été déposé. Je pense que c'est un signe attendu par la communauté scolaire. Il m'a été donné de recevoir une délégation de lycéens représentant plusieurs établissements mobilisés et quand je leur ai annoncé que le Conseil de Paris, par l'entremise de sa majorité municipale, déposerait un vœu pour s'opposer aux suppressions de postes, ils en étaient très contents. Ils se sentaient appuyés.

J'en ai aussi parlé aux principaux des établissements, en leur disant que nous allions déposer un vœu et que nous l'adresserions, une fois voté, à l'ensemble des établissements parisiens. Il est bon que la collectivité parisienne manifeste son soutien de la manière la plus ferme et la moins dénuée d'ambiguïté qui soit, aux côtés de ceux et celles qui se mobilisent légitimement pour défendre le droit à un enseignement de qualité.

Je donne un avis extrêmement favorable à ce vœu.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci, Monsieur CHERKI.

Je suis saisi d'une demande d'explication de vote du Président LAMOUR. Vous avez la parole.

**M. Jean-François LAMOUR.** - Je laisse la parole à M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Monsieur le Président.

**M. Pierre-Yves BOURNAZEL.** - Le vœu qui vient d'être présenté par quelques représentants de la majorité municipale est en fait un vœu politicien. Vous voulez jouer avec les peurs et certaines frustrations. Vous voulez instrumentaliser la grève des lycéens.

Mais la vérité est toute autre que celle que vous énoncez. La vérité, c'est que la loi de finances de 2008 prévoit le non-renouvellement pour Paris de 96 personnes physiques.

La vérité est toute autre, mes chers collègues, car l'évolution des emplois dans l'Education nationale tient compte de la démographie scolaire.

Savez-vous, mes chers collègues, que l'O.C.D.E. nous classe également comme le pays qui, en réalité, dépense le plus par élève du secondaire. L'O.C.D.E. nous classe comme le pays qui a le taux de chômage le plus élevé des 18/25 ans.

Vous voyez bien que ce ne sont pas les moyens budgétaires supplémentaires qui vont réduire la crise de l'Education nationale.

C'est pourquoi nous ne nous laisserons pas instrumentaliser et nous voterons contre votre vœu.

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci.

M. CHERKI souhaite réagir à cette explication de vote.

**M. Pascal CHERKI.** - Je remercie M. BOURNAZEL de la clarté de ses propos. On voit bien quelles sont les différences. Je vous invite, Monsieur BOURNAZEL, à adresser le texte de votre intervention à tous les principaux de collège. Je peux la diffuser amplement auprès de tous les membres des Conseils d'administration, des collèges, parents d'élèves, enseignants, et je pense qu'ils apprécieront votre intervention.

*(Applaudissements sur les bancs des groupes socialiste, radical de gauche et apparentés, communiste, du Mouvement républicain et citoyen et "Les Verts").*

**M. Christian SAUTTER**, président. - Merci.

Je mets aux voix, à main levée, la proposition de vœu déposée par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste, assortie d'un avis favorable de l'Exécutif.

Qui est pour ?

Contre ?

Abstentions ?

La proposition de vœu est adoptée. (2008, V. 1 G).

**Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes. (Suite).**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Chers collègues, je vous informe que les scrutins sont clos.

*(Il est procédé au dépouillement).*

Je vous donne les résultats de ces scrutins.

**Commission d'appel d'offres et bureau d'adjudication du Département de Paris (R. 1 G) :**

Nombre d'inscrits : 163  
 Nombre de votants : 113  
 Non participation au vote : 50  
 Bulletins blancs ou nuls : 0  
 Suffrages exprimés : 113  
 Majorité absolue : 57  
 Pour : 113

**Commission habilitée à ouvrir les plis et à émettre un avis sur les offres relatives aux délégations de service public (R. 2 G) :**

Nombre d'inscrits : 163  
 Nombre de votants : 114  
 Non participation au vote : 49  
 Bulletins blancs ou nuls : 0  
 Suffrages exprimés : 114  
 Majorité absolue : 58  
 Pour : 114

**Commission du règlement du Conseil de Paris, siégeant en formation du Conseil général (R. 3 G) :**

Nombre d'inscrits : 163  
 Nombre de votants : 111  
 Non participation au vote : 52  
 Bulletins blancs ou nuls : 0  
 Suffrages exprimés : 111  
 Majorité absolue : 56  
 Pour : 111

**Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (R. 7 G) :**

Nombre d'inscrits : 163  
 Nombre de votants : 112  
 Non participation au vote : 51  
 Bulletins blancs ou nuls : 1  
 Suffrages exprimés : 111  
 Majorité absolue : 56  
 Pour : 111

Les candidatures proposées sont adoptées (2008, R. 1 G à R. 3 G et R. 7 G).

**Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes. (Suite).**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Mes chers collègues, je vous propose à présent de procéder à la désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans les organismes suivants :

**Société anonyme d'économie mixte de la gare routière de Rungis (SOGARIS) (R. 4 G) :**

*Conseil de surveillance :*

- Mme Mireille FLAM ;
- M. Jérôme COUMET ;
- M. Jean-Bernard BROS ;
- Mme Danielle SIMONNET ;
- Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

*Assemblées générales :*

- Mme Mireille FLAM, déléguée.

**Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) (Conseil d'administration) (R. 5 G) :**

- M. Denis BAUPIN.

**Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et d'Environnement (C. A. U. E.) (R. 6 G) :**

- M. Pierre MANSAT ;
- M. Christophe GIRARD ;
- Mme Anne HIDALGO ;
- M. Yves CONTASSOT ;
- Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE ;
- M. Michel DUMONT.

**Société anonyme d'HLM "Immobilière 3F" (R. 8 G) :**

- Mme Pascale BOISTARD.

**Société anonyme d'HLM "La Sablière" (R. 9 G) :**

M. Ian BROSSAT.

**Société anonyme d'HLM "SAGECO" (R. 10 G) :**

- Mme Anne Christine LANG.

**Société anonyme d'HLM "France Habitation" (R. 11 G) :**

- M. Jean-Yves MANO.

**Société anonyme d'HLM "Habitat social français" (R. 12 G) :**

- Mme Véronique DUBARRY.

**Holding "Logement français" (Conseil de surveillance) (R. 13 G) :**

- Mme Hélène BIDARD.

**Société anonyme d'HLM "Logis Transports" (R. 14 G) :**

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

**Société anonyme d'HLM "Batigère Ile-de-France" (R. 15 G) :**

- M. Didier GUILLOT.

**Société anonyme d'HLM "Pax Progrès Pallas" (R. 16 G) :**

- Mme Olivia POLSKI.

**Société anonyme d'HLM "La Résidence urbaine de France" (R. 17 G) :**

- M. Philippe DUCLOUX.

**Société anonyme d'HLM "Toit et Joie" (R. 18 G) :**

- M. Gilles ALAYRAC.

**Société anonyme d'HLM "Antin Résidences" (R. 19 G) :**

- M. Philippe MOINE.

**Société anonyme d'HLM "SADIF" (R. 20 G) :**

- M. Gauthier CARON-THIBAUT.

**Société anonyme d'HLM "Résidences - Le Logement des fonctionnaires" (R. 21 G) :**

- M. Hamou BOUAKKAZ.

**Société anonyme d'HLM "Aximo" (R. 22 G) :**

- Mme Sandrine CHARNOZ.

**Etablissement public foncier d'Ile-de-France (Conseil d'administration) (R. 23 G) :**

- Mme Anne HIDALGO.

**Commission de médiation relative au droit au logement opposable (R. 24 G) :**

*Titulaire :*

Mme Liliane CAPELLE.

*Suppléantes :*

Mme Marianne de BRUNHOFF;

Mme Hawa COULIBALY;

Mme Anne-Sophie TISSIER ;

Mme Valérie LACOUR.

**Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de Paris (R. 25 G) :****Formation plénière :**

*Titulaires :*

- M. François DAGNAUD ;

- M. Daniel MARCOVITCH ;

- M. Denis BAUPIN ;

- Mme Lynda ASMANI ;

- Mme Fabienne GASNIER.

*Suppléants :*

- M. François VAUGLIN

- Mme Anne LE STRAT

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX

- M. Gérard d'ABOVILLE

- Mme Catherine BRUNO.

**Formation spécialisée dudit Conseil appelée à statuer sur les déclarations d'insalubrité :**

*Titulaires :*

M. François DAGNAUD ;

M. Daniel MARCOVITCH.

*Suppléants :*

M. François VAUGLIN ;

Mme Anne LE STRAT.

**Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (Conseil d'administration) (R. 26 G) :**

Mme Anne LE STRAT ;

M. Daniel MARCOVITCH ;

Mme Danièle POURTAUD ;

Mme Olivia POLSKI ;

M. François VAUGLIN ;

M. Pierre MANSAT ;

M. Denis BAUPIN ;

M. Jean-Didier BERTHAULT ;

M. Eric HÉLARD ;

Mme Marie-Laure HAREL ;

M. Patrick TRÉMÈGE ;

Mme Fabienne GASNIER.

**Syndicat interdépartemental pour la gestion des terrains concédés à la SOGARIS (Conseil d'administration) (R. 27 G) :**

- Mme Mireille FLAM ;

- M. Jérôme COUMET ;

- M. Jean-Bernard BROS ;

- Mme Danielle SIMONNET ;

- Mme Anne-Christine LANG ;

- M. Philippe MOINE ;

- M. Alain DESTREM ;
- Mme Martine NAMY-CAULIER ;
- Mme Delphine BURKLI ;
- Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

**Institution interdépartementale des barrages réservoirs du bassin de la Seine (Conseil d'administration) (R. 28 G) :**

- Mme Anne LE STRAT ;
- M. Daniel MARCOVITCH ;
- Mme Anne Christine LANG ;
- Mme Sandrine CHARNOZ ;
- Mme Annick OLIVIER ;
- M. Pierre MANSAT ;
- Mme Danielle FOURNIER ;
- M. Patrick TRÉMÈGE ;
- Mme Marie-Chantal BACH ;
- Melle Géraldine POIRAUT-GAUVIN ;
- M. Michel DUMONT ;
- Mme Geneviève BERTRAND.

**Syndicat interdépartemental pour la gestion du parc des sports d'Antony et de Puteaux (Conseil d'administration) (R. 29 G) :**

- M. Jean-Yves MANO ;
- Mme Danièle POURTAUD ;
- Mme Isabelle GACHET ;
- M. Romain LÉVY ;
- M. Richard STEIN ;
- M. Pierre GABORIAU.

**Syndicat interdépartemental pour la gestion du parc des sports de Bobigny et de La Courneuve (Conseil d'administration) (R. 30 G) :**

- Mme Claudine BOUYGUES ;
- Mme Danielle SIMONNET ;
- M. Gauthier CARON-THIBAUT ;
- Mme Virginie DASPET ;
- Mme Anne-Constance ONGHENA ;
- Melle Emmanuelle DAUVERGNE.

**Syndicat interdépartemental pour la gestion du parc des sports de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) (Conseil d'administration) (R. 31 G) :**

- Mme Anne Christine LANG ;

- Mme Marie-Annick BARTHE ;
- M. Philippe MOINE ;
- M. Jean VUILLERMOZ ;
- M. Jean-Pierre LECOQ ;
- M. Patrick TRÉMÈGE.

**Entente interdépartementale de gestion du parc de détente et de loisirs du Tremblay (Val-de-Marne) (Conseil d'administration) (R. 32 G) :**

- M. Julien BARGETON ;
- Mme Pascale BOISTARD ;
- M. Hamou BOUAKKAZ ;
- Mme Geneviève BERTRAND.

**Conférence interdépartementale "Paris-Val-de-Marne" (R. 33 G) :**

- M. Christian SAUTTER ;
- M. Pierre MANSAT ;
- Mme Danielle SIMONNET ;
- Mme Virginie DASPET ;
- Mme Marie-Annick BARTHE ;
- M. Hermano SANCHES RUIVO ;
- Melle Géraldine POIRAUT GAUVIN ;
- Mme Claude-Annick TISSOT ;
- Mme Marie-Claire CARRÈRE GÉE ;
- Mme Geneviève BERTRAND.

**Conférence interdépartementale "Paris Seine-Saint-Denis" (R. 34 G) :**

- Mme Anne LE STRAT ;
- M. Bruno JULLIARD ;
- Mme Léa FILOCHE ;
- M. Didier GUILLOT ;
- M. Christian SAUTTER ;
- M. Pierre MANSAT ;
- Mme Roxane DECORTE ;
- M. Jean-Jacques GIANNESINI ;
- Mme Brigitte KUSTER ;
- Mme Valérie SACHS.

**Comité d'expansion économique de Paris "Paris-Développement" (Assemblée générale) (R. 35 G) :**

- M. Christian SAUTTER ;
- M. Jean-Louis MISSIKA ;

- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;
- M. Jean-Bernard BROS ;
- Mme Seybah DAGOMA ;
- M. Jacques BOUTAULT ;
- M. Daniel Georges COURTOIS ;
- Melle Emmanuelle DAUVERGNE ;
- M. Pierre GABORIAU ;
- Mme Martine NAMY-CAULIER ;
- Mme Valérie SACHS.

**Association “Paris Initiatives Entreprises”  
(Assemblée générale) (R. 36 G) :**

- M. Hermano SANCHES RUIVO ;
- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;
- Mme Claudine BOUYGUES ;
- M. David ALPHAND ;
- Mme Valérie SACHS.

**Commission départementale d'équipement commercial (R. 37 G) :**

*Titulaire :*

- M. Jean-Christophe MIKHAILOFF.

*Suppléant :*

- M. Luc LEBON.

**Commission départementale d'équipement cinématographique (R. 38 G) :**

*Titulaire :*

- M. Stéphane MARTINET

*Suppléante :*

- Mme Martine DEBIEUVRE.

**Observatoire départemental d'équipement commercial (R. 39 G) :**

*Titulaires :*

- Mme Alaf GABELOTAUD ;
- M. Xavier GOLCZYC ;
- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;
- M. Serge BLISKO ;
- M. Jean-François DIVRY ;
- M. Daniel CAYOL.

*Suppléants :*

- M. Eric LEJOINDRE ;

- Mme Messaouda CHARUEL ;
- M. Stéphane LOVISA ;
- M. Buon TAN ;
- M. Grégoire LUCAS ;
- Mme Angélique MICHEL.

**Observatoire de l'équipement commercial d'Ile-de-France (R. 40 G) :**

*Titulaires :*

- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;
- M. Jean-Bernard BROS ;
- Mme Martine WEILL RAYNAL.

*Suppléants :*

- Mme Claudine BOUYGUES ;
- Mme Frédérique CALANDRA ;
- M. René-François BERNARD.

**Mission locale “Belliard” (8e, 17e et 18e arrondissements) (Assemblées générales) (R. 41 G) :**

**Elus du 8e arrondissement :**

- M. François LEBEL ;
- Mme Martine MERIGOT de TREIGNY.

**Elus du 17e arrondissement :**

- Mme Isabelle GACHET ;
- M. Patrick KLUGMAN ;
- Mme Fabienne GASNIER ;
- M. Jérôme DUBUS.

**Elus du 18e arrondissement :**

- Mme Claudine BOUYGUES ;
- M. Didier GUILLOT ;
- Mme Frédérique PIGEON ;
- Mme Myriam El KHOMRI ;
- M. Ian BROSSAT ;
- Mme Roxane DECORTE.

**Mission locale “Soleil” (5e, 12e et 13e arrondissements) (Assemblées générales) (R. 42 G) :**

**Elus du 5e arrondissement :**

- Mme Lyne COHEN-SOLAL ;
- Mme Marie-Chantal BACH.

**Elus du 12e arrondissement :**

- Mme Michèle BLUMENTHAL ;

- M. Jean-Marie CAVADA.

**Elus du 13e arrondissement :**

- M. Bruno JULLIARD ;

- M. Yves CONTASSOT ;

- Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

**Mission locale "Paris-Est" (19e et 20e arrondissements) (Assemblées générales) (R. 43 G) :**

**Elus du 19e arrondissement :**

- Mme Colombe BROSSEL ;

- M. Mao PENINO ;

- Mme Léa FILOCHE

- M. Jean VUILLERMOZ ;

- M. Jean-Jacques GIANNESINI ;

- Mme Anne-Constance ONGHENA.

**Elus du 20e arrondissement :**

- M. Hamou BOUAKKAZ ;

- Mme Danièle SIMONNET ;

- Mme Virginie DASPET ;

- M. Julien BARGETON ;

- Mme Frédérique CALANDRA ;

- Mme Fabienne GIBOUDEAUX.

**Commission départementale de l'emploi et de l'insertion de Paris (R. 44 G) :**

- M. Jean-Jacques GIANNESINI.

**Conseil départemental de l'insertion par l'activité économique (R. 45 G) :**

- Mme Seybah DAGOMA.

**Syndicat des transports d'Ile-de-France (S.T.I.F.) (Conseil) (R. 46 G) :**

- M. Pierre MANSAT ;

- M. Bernard GAUDILLERE ;

- Mme Annick LEPETIT ;

- Mme Laurence DOUVIN ;

- Mme Edith CUIGNACHE-GALLOIS.

**Port autonome de Paris (Conseil d'administration) (R. 47 G) :**

- M. Georges SARRE.

**Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (Conseil d'administration) (R. 48 G) :**

- M. Pierre CASTAGNOU.

**Centre hospitalier Sainte-Anne (Conseil d'administration) (R. 49 G) :**

- Mme Danièle POURTAUD, représentant M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général ;

- Mme Sylvie WIEVIORKA ;

- M. Christophe GIRARD ;

- M. Pierre CASTAGNOU ;

- Mme Marie-Claire CARRÈRE GÉE ;

- Mme Catherine BRUNO.

**Centre hospitalier de Perray-Vaucluse (Conseil d'administration) (R. 50 G) :**

- Mme Sylvie WIEVIORKA, représentant M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général,

- M. Hamou BOUAKKAZ ;

- M. Mao PENINO ;

- Mme Claude Annick TISSOT ;

- Mme Martine MERIGOT de TREIGNY.

**Centre hospitalier Esquirol (Conseil d'administration) (R. 51 G) :**

- Mme Véronique DUBARRY, représentant M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général ;

- M. Alexis CORBIERE ;

- Mme Sandrine CHARNOZ ;

- M. Vincent ROGER ;

- Mme Lynda ASMANI.

**Centre hospitalier spécialisé de Maison Blanche (Conseil d'administration) (R. 52 G) :**

- M. Jean VUILLERMOZ, représentant M. le Président du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général ;

- Mme Danielle SIMONNET ;

- M. Bruno JULLIARD ;

- Mme Véronique DUBARRY ;

- Mme Roxane DECORTE ;

- Mme Catherine BRUNO.

**Association pour la gestion des œuvres sociales des personnels des administrations parisiennes (AGOSPAP) (R. 53 G) :**

**Assemblée générale :**

*Titulaires :*

- Mme Isabelle GACHET ;

- M. David ASSOULINE ;

- Mme Claude-Annick TISSOT.

*Suppléants :*

- M. Patrick KLUGMAN ;
- Mme Frédérique PIGEON ;
- Mme Delphine BURKLI.

**Conseil d'administration :***Titulaire :*

- M. David ASSOULINE.

*Suppléante :*

- Mme Frédérique PIGEON.

**Association d'action sociale en faveur des personnels de la Ville de Paris et du Département de Paris (A.S.P.P.) (R. 54 G) :**

**Assemblée générale :***Titulaires :*

- M. François VAUGLIN ;
- Mme Annick OLIVIER ;
- Mme Delphine BURKLI.

*Suppléants :*

- Mme Myriam EL KHOMRI ;
- M. Daniel ASSOULINE ;
- Melle Géraldine POIRAUT-GAUVIN.

**Conseil d'administration :***Titulaire :*

- Mme Annick OLIVIER.

*Suppléant :*

- M. Daniel ASSOULINE.

**Commissions administratives paritaires locales compétentes à l'égard des personnels des établissements de l'Aide sociale à l'Enfance (R. 55 G) :**

*Titulaires :*

- Mme Myriam EL KHOMRI, présidente ;
- La Sous-directrice des actions familiales et éducatives ;
- Le Chef du Bureau des établissements départementaux.

*Suppléants :*

- Mme Gisèle STIEVENARD ;
- Un directeur d'établissement ;
- Un directeur d'établissement.

**Commission consultative paritaire départementale des assistantes maternelles (R. 56 G) :**

*Titulaire :*

- M. Christophe NAJDOVSKI.

*Suppléante :*

- Mme Léa FILOCHE.

**Conseils de famille des pupilles de l'Etat du Département de Paris (R. 57 G) :**

**Premier Conseil :**

- Mme Myriam EL KHOMRI ;
- Mme Olga TROSTIANSKY.

**Deuxième Conseil :**

- Mme Gisèle STIEVENARD ;
- M. Pascal CHERKI.

**Commission départementale de l'aide sociale (R. 58 G) :**

- Mme Liliane CAPELLE ;
- Mme Pascale BOISTARD ;
- M. Vincent ROGER.

**Conseil départemental d'insertion (R. 59 G) :**

*Titulaires :*

- Mme Olga TROSTIANSKY ;
- Mme Seybah DAGOMA ;
- M. Christian SAUTTER ;
- M. Jean-Jacques GIANNESINI.

*Suppléants :*

- M. Bruno JULLIARD ;
- Mme Léa FILOCHE ;
- Mme Myriam EL KHOMRI ;
- Mme Catherine BRUNO.

**Groupement d'intérêt public "Samu social" (R. 60 G) :**

*Titulaire :*

- Mme Olga TROSTIANSKY.

*Suppléante :*

- Mme Gisèle STIEVENARD.

**Conseil départemental de l'accès au droit de Paris (R. 61 G) :**

- Mme Danièle SIMONNET.

**Conseil des maisons de justice et du droit de Paris (R. 62 G) :**

- M. Patrick KLUGMAN.

**Conseil interacadémique d'Ile-de-France de l'Education nationale (R. 63 G) :**

*Titulaires :*

- M. Pascal CHERKI ;
- M. Bruno JULLIARD ;
- M. Hermano SANCHES RUIVO ;
- Mme Catherine VIEU-CHARIER ;
- Mme Lynda ASMANI.

*Suppléants :*

- M. Hamou BOUAKKAZ ;
- Mme Léa FILOCHE ;
- Mme Annick OLIVIER ;
- Mme Olivia POLSKI ;
- M. Jean-Marie CAVADA.

**Conseil de l'Education nationale dans le Département de Paris (R. 64 G) :**

*Titulaires :*

- Mme Michèle BLUMENTHAL, maire du 12e arrondissement ;
- M. Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement ;
- Mme Dominique BERTINOTTI, maire du 4e arrondissement ;
- Mme Annick OLIVIER ;
- Mme Olivia POLSKI ;
- M. Philippe DUCLOUX ;
- M. Jean-Pierre LECOQ, maire du 6e arrondissement ;
- Mme Valérie HOFFENBERG ;
- M. Jean-Baptiste MENGUY ;
- M. Jean-Marie CAVADA.

*Suppléants :*

- M. Roger MADEC, maire du 19e arrondissement ;
- M. Pierre CASTAGNOU, maire du 14e arrondissement ;
- Mme Frédérique CALANDRA, maire du 20e arrondissement ;
- Mme Anne-Christine LANG ;
- Mme Claudine BOUYGUES ;
- M. Alexis CORBIERE ;
- M. Jean-François LEGARET, maire du 1er arrondissement ;
- M. Hervé BENESSIANO ;

- Mme Hélène MACE de LEPINAY ;
- M. Christian SAINT-ETIENNE.

Les candidatures proposées sont adoptées. (2008, R. 4 G à R. 6 G et R. 8 G à R. 64 G).

**Adoption, par un vote global d'approbation, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Mes chers collègues, nous arrivons à la fin de cette brève session du Conseil général. Je vous propose maintenant de vous prononcer, à main levée, par un vote global d'approbation, sur les projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription.

Ces projets de délibération sont adoptés et leur liste sera, selon l'usage, annexée au procès verbal intégral de la présente séance.

**Clôture de la séance.**

**M. Christian SAUTTER**, président. - Mes chers collègues, l'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

*(La séance est levée à seize heures vingt cinq minutes).*

**Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée.**

Les affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée sont les suivantes :

2008, DASCO 22 G - Subventions à divers établissements scolaires départementaux. - Montant total : 5.780 euros.

**M. Pascal CHERKI**, rapporteur.

2008, DRH 5 G - Modification de délibérations relatives à des primes et indemnités des personnels du Département de Paris.

**Mme Maïté ERRECART**, rapporteure.

2008, DF 7 G - Fixation du taux de la taxe d'habitation départementale pour 2008.

**M. Bernard GAUDILLÈRE**, rapporteur.

2008, DRH 4 G - Propositions du Comité de surveillance des pupilles de la Ville de Paris : majoration du montant des allocations attribuées aux orphelins d'agents du Département de Paris décédés du fait du service ; changement d'appellation du Comité de surveillance.

2008, DPA 22 G - Résiliation du marché signé avec la société BURATTI S.A. relatif aux travaux de restructuration du Centre de Protection Maternelle et Infantile, 78, rue Lauriston (16e).

**M. Jean-Marie LE GUEN**, rapporteur.

2008, DAJ 9 G - Signature d'un marché à conclure avec l'attributaire désigné par la Commission d'appel d'offres le 25 février 2008.

**Mme Camille MONTACIÉ**, rapporteure.

**Liste des membres présents.**

MM. Gérard d'ABOVILLE, Pierre AIDENBAUM, Gilles ALAYRAC, David ALPHAND, Mmes Aline ARROUZE, Lynda ASMANI, MM. Daniel ASSOULINE, Pierre AURIACOMBE, Mme Marinette BACHE, M. Julien BARGETON, Mme Marie-Annick BARTHE, M. Denis BAUPIN, Mme Emmanuelle BECKER, M. Hervé BENESSIANO, Mme Yamina BENGUIGUI, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mmes Dominique BERTINOTTI, Geneviève BERTRAND, Hélène BIDARD, M. Patrick BLOCHE, Mmes Michèle BLUMENTHAL, Pascale BOISTARD, M. Hamou BOUAKKAZ, Mme Céline BOULAY-ESPERONNIER, MM. Pierre-Yves BOURNAZEL, Jacques BOUTAULT, Mme Claudine BOUYGUES, MM. Jacques BRAVO, Jean-Bernard BROS, Ian BROSSAT, Mmes Colombe BROSSEL, Catherine BRUNO, M. Jean-Pierre CAFFET, Mmes Frédérique CALANDRA, Liliane CAPELLE, M. Gauthier CARON-THIBAUT, Mme Marie-Claire CARRÈRE GÉE, MM. Pierre CASTAGNOU, Jean-Marie CAVADA, Mme Sandrine CHARNOZ, MM. Pierre CHARON, Pascal CHERKI, Mmes Claire de CLERMONT-TONNERRE, Lyne COHEN-SOLAL, MM. Yves CONTASSOT, Alexis CORBIÈRE, Thierry COUDERT, Jérôme COUMET, François DAGNAUD, Mme Seybah DAGOMA, M. Claude DARGENT, Mmes Virginie DASPET, Rachida DATI, Mmes Emmanuelle DAUVERGNE, Roxane DECORTE, MM. Bertrand DELANOË, Alain DESTREM, Mmes Laurence DOUVIN, Véronique DUBARRY, M. Philippe DUCLOUX, Mme Catherine DUMAS, M. René DUTREY, Mmes Myriam EL KHOMRI, Maïté ERRECART, M. Rémi FÉRAUD, Mmes Léa FILOCHE, Mireille FLAM, Danielle FOURNIER, M. Pierre GABORIAU, Mme Isabelle GACHET, M. Sylvain GAREL, Mme Fabienne GASNIER, MM. Bernard GAUDILLÈRE, Jean-Jacques GIANNESINI, Mmes Danièle GIAZZI, Fabienne GIBOUDEAUX, MM. Christophe GIRARD, Claude GOASGUEN, Mme Laurence GOLDGRAB, MM. Philippe GOUJON, Didier GUILLOT, Mme Marie-Laure HAREL, M. Eric HÉLARD, Mmes Anne HIDALGO, Valérie HOFFENBERG, Halima JEMNI, MM. Bruno JULLIARD, Patrick KLUGMAN, Mmes Brigitte KUSTER, Marie-Pierre de LA GONTRIE, Fatima LALEM, M. Jean-François LAMOUR, Mme Anne-Christine LANG, M. Jean-Marie LE GUEN, Mme Anne LE STRAT, MM. François LEBEL, Jean-Pierre LECOQ, Jean-François LEGARET, Mme Annick LEPETIT, MM. Romain LÉVY, Alain LHOSTIS, Mme Hélène MACÉ de LÉPINAY, MM. Jean-Yves MANO, Pierre MANSAT, Jean-Baptiste MENGUY, Mme Martine MERIGOT de TREIGNY, MM. Jean-Louis MISSIKA, Philippe MOINE, Mme Camille MONTACIE, M. Christophe NAJDOVSKI, Mmes Martine NAMY-CAULIER, Annick OLIVIER, Anne-Constance ONGHENA, M. Mao PENINO, Mme Frédérique PIGEON, Melle Géraldine POIRAUT-GAUVIN, Mmes Olivia POLSKI, Danièle POURTAUD, M. Yves POZZO di BORGO, Mme Firmine RICHARD, M. Vincent ROGER, Mme Valérie SACHS, MM. Christian SAINT-ETIENNE, Hermano SANCHES RUIVO, Georges SARRE, Christian SAUTTER, Pierre SCHAPIRA, Richard STEIN, Mmes Gisèle STIEVENARD, Anne TACHENE, Karen TAÏEB, M. Jean TIBÉRI, Mme Claude-Annick TISSOT, M. Patrick TRÉMÈGE, Mme Olga TROSTIANSKY, M. François VAUGLIN, Mmes Pauline VERON, Catherine VIEU-CHARIER.

**Excusés** : M. David ASSOULINE, Mmes Marie-Chantal BACH, Florence BERTHOUT, Delphine BURKLI, M. Michel CHARZAT, Mmes Joëlle CHÉRIOUX, Odette CHRISTIENNE, MM. Daniel-Georges COURTOIS, Bernard DEBRÉ, Jérôme DUBUS, Michel DUMONT, Mme Christine LAGARDE, M. Pierre LELLOUCHE, Mme Katia LOPEZ, MM. Roger MADEC, Daniel MARCOVITCH, Mmes Françoise de PANAFIEU, Marielle de SARNEZ, Danielle SIMONNET, MM. Pierre-Christian TAITTINGER, Philippe TORRETON, Daniel VAILLANT, Jean VUILLERMOZ, Mme Sylvie WIEVIORKA.

**Sommaire**

Ouverture de la séance. ....	18
Adoption de comptes rendus. ....	18
Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes. ....	18
2008, DASCO 23 G - Subventions à divers établissements scolaires départementaux. - Montant total : 14.646 euros. ....	19
Vœu déposé par les groupes socialiste, radical de gauche et apparentés et communiste relatif aux annonces de Dotation horaire globale dans les collèges parisiens. ....	20
Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes. (Suite). ....	21
Désignation de représentants du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil général, dans divers organismes. (Suite). ....	22
Adoption, par un vote global d'approbation, des projets de délibération n'ayant pas fait l'objet d'une inscription. ....	28
Clôture de la séance. ....	28
Affaires diverses adoptées par un vote d'ensemble de l'Assemblée. ....	28
Liste des membres présents. ....	29

*La Secrétaire générale du Conseil de Paris*  
*Directrice de la publication*  
*Gisèle BLANCHARD*